



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

carburants

Question écrite n° 40487

Texte de la question

M. Jean Proriot appelle l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur les ressources financières du comité professionnel de la distribution de carburants (CPDC). En effet, à la taxe parafiscale sur les produits pétroliers instituée par le décret n° 97-201 du 5 mars 1997, qui assurait au CPDC une recette d'environ 59 millions de francs, ont été substituées des ressources provenant uniquement de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) pour une somme de 73 millions de francs. Or, ce bouleversement des ressources du CPDC est loin d'être aussi avantageux qu'il y paraît. Tout d'abord, ce nouveau dispositif a été arrêté sans concertation avec les professionnels et n'assure en aucune manière la pérennité du CPDC, son montant étant discuté chaque année, avec les aléas que cela comporte ; par ailleurs, en contrepartie de la suppression de la sanction sur la revente des carburants à des prix abusivement bas par les grandes et moyennes surfaces, une taxe dite « Galland » d'un montant de 60 millions de francs a été instituée par la loi de finances pour 1997 au profit du CPDC, mais l'établissement ne l'a jamais perçue, et le nouveau dispositif semble l'avoir omise. Il est donc à craindre que le CPDC ne pourra pas assurer ses missions telles que prévues par le décret du 19 mars 1991 (art. 2) comme par exemple le maintien d'une desserte équilibrée sur l'ensemble du territoire ou la mise aux normes environnementales des stations-services. En conséquence, il lui demande si le Gouvernement entend défendre le commerce de proximité, et prendre en compte les attentes des détaillants de carburants.

Texte de la réponse

Dans le cadre de la réforme des taxes parafiscales engagée par le Gouvernement, il est apparu souhaitable de modifier le financement du comité professionnel de la distribution du carburant (CPDC) et de ne pas renouveler après le 31 décembre 1999 la taxe parafiscale sur certaines huiles minérales affectée au comité. Le Gouvernement considère en effet que la suppression des taxes parafiscales est un élément important de la modernisation de la fiscalité. Ces suppressions concourent à la simplification de notre fiscalité et permettent d'alléger les prélèvements obligatoires sur les branches concernées ou, dans le cas du CPDC, sur les consommateurs de carburant qui verront en 2000 la facture fiscale allégée d'environ 59 millions de francs. Cette mesure de simplification ne remet pas en cause l'intérêt et la nécessité du comité et de ses actions. Ainsi, afin de permettre au comité de disposer des moyens de remplir ses missions, le Gouvernement vient d'accroître de manière significative les crédits dont il dispose en inscrivant de plus cet effort dans une perspective pluriannuelle. Conformément à l'engagement que le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie a pris dans son courrier adressé le 22 décembre 1999 au président du comité, deux arrêtés assurant à ce dernier pour les années 2000 et 2001 un financement significativement supérieur à celui dont il disposait jusqu'à fin 1999 ont été signés. Les ressources publiques du CPDC en 2000 et 2001 s'établiront ainsi à 146 millions de francs (73 millions de francs par an), prélevés sur les excédents de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat, contre 105 millions de francs pour les années 1998 et 1999. Cette progression substantielle des ressources publiques consacrées au CPDC permettra de mettre pleinement en oeuvre le nouveau programme d'aides approuvé en 1999 qui prévoit une augmentation du plafond des aides (jusqu'à 450 kF par bénéficiaire), afin notamment que

les distributeurs indépendants puissent s'adapter aux nouvelles normes environnementales que doivent respecter les stations-service. Cette augmentation de moyens prouve l'attention du Gouvernement aux enjeux soulevés en termes d'emplois, d'aménagement du territoire et de sécurité des approvisionnements. Cet effort sera poursuivi pour les années suivantes et le Gouvernement veillera à ce que le CPDC soit doté des moyens nécessaires à la poursuite de son action en faveur du secteur de la distribution de carburants.

Données clés

Auteur : [M. Jean Proriol](#)

Circonscription : Haute-Loire (2^e circonscription) - Démocratie libérale et indépendants

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 40487

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 24 janvier 2000, page 407

Réponse publiée le : 3 avril 2000, page 2172